Fonction publique : le premier ministre refuse le dégel du point d'indice, tous et toutes en grève et manifestations le 17 novembre !

Après les mobilisations de centaines de milliers d'agent·es publics les 29 septembre et 5 novembre, le Premier ministre n'avait rien de concret à proposer aux huit organisations syndicales représentatives de la Fonction publique qu'il a reçues ce vendredi. C'est une véritable provocation pour les 5.8 millions d'agent·es publics qui ne pourra que renforcer leur colère et leur détermination.

Dans la fonction publique, la situation salariale catastrophique des agent·es publics ne cesse de s'aggraver. Ils et elles ont perdu + de 16% de pouvoir d'achat depuis 2017 et près de 6% depuis le dernier dégel du point en juillet 2023. De fait, la fonction publique est en voie de smicardisation généralisée. Avec la hausse du SMIC de 1.6%, ce sont désormais 1.1 million d'agent·es qui percevront un traitement indiciaire inférieur au SMIC. En catégorie C, un agent peut passer 19 ans au SMIC et en catégorie B, 6 ans. La catégorie A démarre à peine 9 points au-dessus du SMIC : à terme c'est la reconnaissance des qualifications et le principe même de la fonction publique de carrière qui est remis en cause.

Les agent·es publics ne peuvent pas endurer une quatrième année de gel du point ! Il est temps de prendre des mesures structurelles. Le retard salarial est telle qu'il faudrait une augmentation de 5.3% du point d'indice pour que l'indice minimum de rémunération soit au niveau du SMIC ! Mais il faut aussi rattraper les pertes antérieures. C'est la raison pour laquelle **la CGT Fonction publique revendique une hausse a minima de 10% du point d'indice et son indexation sur l'inflation**. Elle exige aussi le rétablissement de la GIPA, l'abrogation du jour de carence, le retour à l'indemnisation à 100% des congés de maladie ordinaire et la revalorisation des métiers à prédominance féminine.

Le gouvernement a une nouvelle fois refusé toute augmentation de la valeur du point. C'est inadmissible ! Il prétexte des contraintes budgétaires alors qu'il a lui-même asséché les recettes de l'Etat, en multipliant les cadeaux par milliards d'euros au patronat et aux classes sociales les plus riches avec des exonérations et des baisses d'impôts et de cotisations sociales. **Oui une politique salariale digne a un coût quand elle concerne un cinquième de la population active**. L'Etat employeur doit prendre ses responsabilités, il doit montrer l'exemple s'il veut que les négociations de branches aboutissent !

Le gouvernement entend se concentrer sur les bas salaires et annonce une mesure qui n'est ni plus ni moins qu'un tour de passe-passe. Il propose d'injecter jusqu'à 8 points en bas de grille et ce de façon décroissante jusqu'à l' indice nouveau majoré (INM) 387. L'indice minimum serait porté à l'INM 374 au lieu de 366 actuellement mais toujours très en dessous du niveau du SMIC revalorisé (INM 386). 1.3 million d'agent·es seraient

concerné·es. **Mais ces chiffres sont de la poudre aux yeux : la mesure n'a aucun effet en termes de pouvoir d'achat**. Elle substitue du point d'indice à l'indemnité différentielle : pas d'augmentation sur la fiche de paye, même pour les bas salaires ! Pire, **la mesure conduirait à tasser encore un peu plus les grilles et 600 000 agent·es continueraient à percevoir un traitement inférieur au SMIC !** Et dès la prochaine hausse du SMIC, le problème se reposera. Il faut une réponse générale et seule l'augmentation du point d'indice solutionnera l'équation.

Le gouvernement annonce un chantier sur les grilles. Mais là encore il n'a pas de budget ! **Comment veut-il nous faire croire qu'il éteindra la colère avec quelques réunions de travail qui n'ont aucune chance d'aboutir avant les présidentielles ?** Il multiplie ensuite les lancements de chantiers sans rien proposer de concret : frais de transport qui pourraient être revalorisés, révision des CIMM pour l'outre-mer, protection fonctionnelle, protection du statut… Nous ne tomberons pas dans le panneau !

Le Premier Ministre veut revoir les organisations syndicales au lendemain des élections professionnelles, le 11 décembre. Nous refusons que les élections professionnelles servent à différer les réponses à l'urgence salariale. **C'est maintenant que les agent·es publics veulent voir une augmentation de salaire sur leur fiche de paye !**

Les 8 organisations syndicales représentatives de la fonction publique ont appelé ensemble à la grève et à des manifestations partout sur le territoire mardi 17 novembre. **C'est donc au lendemain de cette nouvelle journée de mobilisation que nous donnons rendez-vous au Premier ministre**.

La CGT Fonction publique appelle l'ensemble des agent·es de la fonction publique, fonctionnaires comme contractuel·les à amplifier la mobilisation et à se mettre massivement en grève le 17 novembre et participer partout aux manifestations ! **Ensemble faisons plier le gouvernement et arrachons les budgets nécessaires pour des augmentations de salaires pour l'ensemble des agent·es publics**.

Montreuil, le 13 novembre 2026